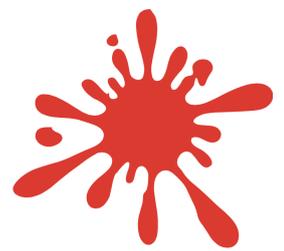


L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Nouvelle série, n° 78 juillet 2023
Spécial Fête des peuples



14^{ème} Fête des peuples sans frontières : apprendre des succès et des échecs du passé pour construire l'avenir

Il y a 80 ans, le 8 juin 1943, était fondé le Parti ouvrier, qui devient une année après le Parti du Travail, section genevoise du PST-POP.

Et il y a 50 ans, le 11 septembre 1973, qu'un coup d'Etat, orchestré par la CIA, avec la collaboration d'une oligarchie locale et d'un commandement militaire réactionnaire, renversait le président Salvador Allende, démocratiquement élu par le peuple chilien, mettant ainsi fin à l'expérience de l'Unité populaire, et à la perspective d'une transition démocratique au socialisme qu'elle portait, mettant à la place la sanguinaire dictature du général Augusto Pinochet, à l'ombre de laquelle des économistes comme Milton Friedman, allaient imposer pour la première fois à un peuple les recettes empoisonnées du néolibéralisme.

C'est autour de ces deux anniversaires, l'un glorieux, et l'autre terrible, que le Parti du Travail a décidé de structurer le programme de la 14^{ème} édition la Fête des peuples sans frontières, traditionnelle fête annuelle de notre Parti, dédiée à l'internationalisme.

1943 et 1973, ces deux années marquent en quelque sorte le début et la fin d'un cycle.

1943, c'était la bataille de Stalingrad, le tournant de la Deuxième Guerre mondiale, à partir duquel il devint clair pour tout le monde que les forces de la pire réaction, incarnées par le Troisième Reich et ses alliés, allaient perdre, et que l'Europe allait être libérée par l'Armée rouge, que le premier État socialiste de l'histoire non seulement ne serait pas anéanti, mais triompherait.



Tous les espoirs semblaient alors permis, les peuples aspiraient au changement, voulaient que l'avenir soit meilleur que le passé, que la défaite du nazisme ouvrirait la porte à une ère de progrès social. Le Parti du Travail est né dans cette ambiance d'optimisme, avec pour objectif de faire de ces espérances une réalité.

Mais, hélas, cet optimisme de la seconde moitié des années 40 n'allait pas durer. Bientôt, lui succéda la Guerre froide. Toutefois, si en Europe occidentale et en Amérique du Nord, la bourgeoisie parvint à garder la main, moyennant quelques concessions à sa classe ouvrière (assez peu d'ailleurs en Suisse, qui est resté un pays socialement très retardataire), au plan mondiale la tendance était positive : extension du système des États socialistes, décolonisation, expériences progressistes...

Le coup d'État de Pinochet marqua la fin de ce cycle et le début d'une ère de réaction : contre-révolutions, dictatures militaires, régression néolibérale, néocolonialisme, puis

disparition de l'URSS et de la plupart des pays socialiste et démantèlement par la bourgeoisie des concessions qu'elle avait dû faire.

On peut dire aussi que c'est parce que les changements gagnés dans l'après-guerre ne furent que partiels, qu'ils n'allèrent pas jusqu'à renverser le système capitaliste, et se limitèrent, dans les pays d'Europe occidentale du moins, à des progrès sociaux et démocratiques dans le cadre du capitalisme, qu'ils restèrent précaires et purent être ainsi remis en cause.

La non réalisation du socialisme a conduit au fascisme du général Pinochet. Le programme politique de la 14^{ème} Fête des peuples sans frontières est aussi une occasion d'apprendre des succès et des échecs du passé – la table ronde sur la répression organisée par les Jeunes POP s'inscrit aussi dans ce cadre, afin de se donner les moyens de réaliser les objectifs exaltants pour lesquels notre Parti avait été fondé.

Alexander Eniline



Le Parti du Travail genevois a tenu son Congrès

Le samedi 17 juin 2023, la section genevoise du Parti Suisse du Travail (PST-POP) a tenu son Congrès ordinaire. De nombreuses discussions ont eu lieu durant toute la journée, insufflant un véritable dynamisme renouvelé au sein de la section.

Avec une résolution « AOP – Accueillante, Organisée, Populaire », nous avons renforcé notre organisation interne via une nouvelle structure permettant encore plus de démocratie interne et un fonctionnement plus efficace, en y incluant les nombreuses et nombreux camarades ayant rejoint le parti récemment. La résolution « Se mettre du côté des syndicats », réaffirme notre soutien aux organisations syndicales, premiers intervenants dans les luttes de défense des travailleuses et travailleurs. Une résolution des Jeunes POP, adoptée à l'unanimité, rappelle le dynamisme de l'organisation de jeunesse du Parti du Travail.

Nous notons aussi le travail effectué avec la coalition Ensemble à Gauche et ses deux autres composantes en plus du Parti du Travail : solidaritéS et le DAL. Il est à noter les bonnes relations de travail et de confiance qui y ont été nouées, et qui sont nécessaires à toute unité de la gauche combative. Cette alliance a été reconduite pour les élections nationales de fin de cette année. Le Parti du Travail a désigné Jessica Pini, Alexander Eniline, Ariane Bailat, Tobia Schnebli et Hélène Ecuyer pour porter ses couleurs sur la liste Ensemble à Gauche au Conseil national.

Le Parti du Travail a adopté son budget pour l'année prochaine.



De gauche à droite : Quentin Stauffer, Tobia Schnebli, Forlan Badel

Malgré la perte de revenus liés aux jetons de présence, et la nécessité de ce fait de passer à un fonctionnement entièrement militant, le Parti du Travail est parvenu à maintenir une situation financièrement viable, lui permettant de continuer la lutte autrement.

En plus d'un Comité Directeur renouvelé et rajeuni, Tobia Schnebli a été réélu à la présidence de la section à l'unanimité suite à son excellent travail. Il sera désormais épaulé par un nouveau co-secrétariat composé de Forlan Badel et Quentin Stauffer. Toutes ces instances se sont immédiatement mises au travail pour la défense des classes populaires genevoises.

C'est avec une conviction absolue et une confiance renouvelée que le Parti du Travail se lance dans ces deux prochaines années qui seront politiquement intenses et où son dynamisme et sa force seront nécessaires.

Pour le Parti du Travail

Tobia Schnebli
Président

Forlan Badel
Co-secrétaire cantonal

Quentin Stauffer
Co-secrétaire cantonal



Congrès 2023 : une nouvelle présidence pour le POP vaudois

Réuni en congrès cantonal à Re-nens le samedi 24 juin, le POP vaudois a renouvelé sa direction. Après 4 ans à la tête du POP vaudois, Anaïs Timofte a décidé de passer la main à la présidence du parti. Les militant-e-s présents au congrès ont unanimement relevé l'engagement exemplaire d'Anaïs, qui a replacé le parti sur l'échiquier politique du canton et défendu nos valeurs avec brio, énergie et intelligence. Elle pourra à présent se consacrer pleinement à sa fonction de Conseillère communale lausannoise et à la campagne des élections fédérales, où elle se présente au Conseil national et Conseil des États.

Les militant-e-s ont plébiscité l'yverdonnois Luca Schalbetter pour lui succéder. Vice-président du parti depuis 2018, Conseiller communal et collaborateur social à l'AVIVO, il s'inscrit dans la continuité du travail effectué jusqu'à aujourd'hui.

Idrees Samim ayant aussi décidé de quitter son poste, la vice-présidence sera assurée par Zakaria Dridi, informaticien et également candidat au Conseil national et Conseil des États. Djaouad Souyad, Conseiller communal à Crissier et étudiant en gestion industrielle complète le duo de vice-présidents. L'année de son 80^{ème} anniversaire, le Parti Ouvrier et Populaire vaudois rajeunit donc sa direction, qui aura comme première tâche de mener une campagne combative et populaire pour les élections fédérales de cet automne.

Christophe Grand a lui été reconduit dans ses fonctions de secrétaire cantonal. Un nouveau comité



Luca Schalbetter, président du POP Vaud, et Alexander Eniline, coprésident du PST-POP

directeur, comptant plusieurs nouvelles têtes, a aussi été élu par le congrès.

Enrichi par la présentation du professeur de philosophie et militant du Parti communiste français Florian Gulli, le congrès a adopté un document thématique sur

l'écologie. Faire face à l'urgence climatique en s'attaquant aux gros pollueurs et en ne dégradant pas la situation des classes populaires, c'est le fil rouge de la position du parti sur ce thème.

POP Vaudois, 25 juin 2023



Il y a 80 ans était fondé le Parti du Travail genevois

Le 8 juin 1943 se réunit l'Assemblée constitutive du Parti ouvrier (PO), qui allait devenir un an plus tard la section cantonale genevoise du PST-POP. A l'article 2 de ses statuts, le nouveau parti se fixait les buts suivants : « Le Parti ouvrier a pour but la défense des intérêts matériels, spirituels et moraux de l'ensemble des travailleurs citadins et campagnards dans l'ordre politique, économique et social. Il collabore avec tout groupement poursuivant les mêmes buts ». Charles Gorgerat était élu président du PO.

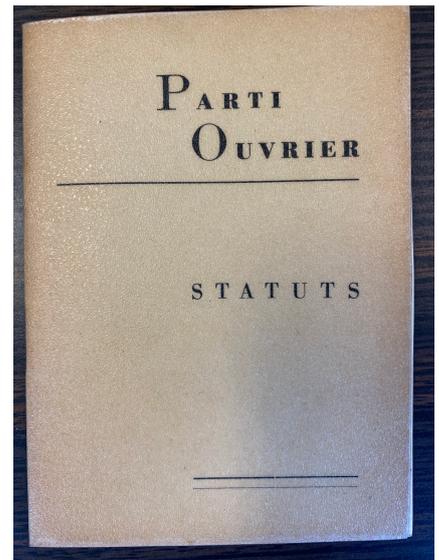
Dans la formulation de ces buts statutaires, on en reconnaît sans peine la tradition politique. Et pourtant, beaucoup de choses y manquent : l'idée d'un parti de la classe ouvrière est là, mais pas de but final, ni de base idéologique explicite. C'est que la situation historique était particulière. La fondation du PO genevois, peu après celle du POP vaudois, était un premier pas en vue de la renaissance légale d'un mouvement politique que l'État suisse avait tenté d'éradiquer. Il convient ici de remonter un peu dans le passé.

Avant le Parti du Travail

Dans l'entre-deux guerres, la Suisse était traversée de tensions sociales aiguës, entre une crise économique dont les classes populaires souffraient durement, une bourgeoisie tentée par le fascisme, et une classe ouvrière combative, mais dont les organisations ne l'étaient pas toutes : d'un côté, le PSS et l'USS, dont les dirigeants s'engageaient dans la collaboration de classe avec la bourgeoisie ; et de l'autre un Parti communiste (PCS), combatif minoritaire, et deux louables exceptions à l'intérieur du PSS, les sections Vaud et Genève. Dans ce dernier canton, le PS, avec à sa tête Léon Nicole, était un parti de lutte de classe, marxiste, et plutôt pro-soviétique. Les relations entre ces deux partis étaient compliquées, le PS regardant le PC de haut, et ce dernier critiquant le PS

de façon non-objective, appliquant de façon peu pertinente des directives de la III^{ème} Internationale prenant peu en compte la diversité des réalités locales. Il faut dire que la grève générale de 1918, malgré la capitulation inconditionnelle après trois jours du Comité d'Olten qui la dirigeait – et qui aurait guère pu faire autrement en pratique, le prix à payer pour l'opportunisme et le réformisme du PSS et de l'USS avant la guerre étant que ces organisations n'étaient simplement pas préparées pour une véritable épreuve de force ; le mouvement ouvrier suisse avait besoin d'une régénération, que seul le marxisme-léninisme pouvait apporter – suite à l'ultimatum du Conseil fédéral, la bourgeoisie suisse n'en avait pas moins éprouvé de la peur, et réagi par une attitude ultra-réactionnaire confinante à la pathologie. Il faut dire aussi que la scission qui a donné naissance au PCS s'est faite trop à gauche : si elle a été importante en Suisse alémanique, seule des organisations extrêmement réduites se sont détachées du PS en Romandie, à Genève et Vaud surtout, alors que nombre de camarades qui auraient pu devenir communistes ont préféré rester au PS. Ce processus de séparation entre deux lignes était néanmoins inéluctable, et allait s'achever à la fondation du Parti du Travail.

L'aggravation de la crise, la montée du fascisme, et le tournant pris par le VIII^{ème} Congrès de la III^{ème} Internationale en faveur de la politique du front commun, allaient les rapprocher. Ce qui allait se faire jusqu'au bout dans la clandestinité. C'est que la bourgeoisie suisse était tentée par un rapprochement avec le fascisme pour assurer sa domination. En 1937, le PC est interdit à Genève (et en 1940 dans toute la Suisse). Ses membres passent au PS. En 1939, le PSS exclut ses sections genevoise et vaudoise, qui forment la Fédération socialiste suisse, interdite à son tour en 1941. Le PS genevois actuel provient d'une scission de droite du parti dirigé par Léon Nicole. Et, le



21 juin 1941, 27 députés étaient exclus du Grand Conseil ; 270 citoyens étaient déclarés inéligibles. Les anciens membres du PC et du PS allaient devoir lutter ensemble dans la clandestinité, distribuant sous le manteau brochures et journaux imprimés sur des presses clandestines (publications qui seules en ces sombres années disaient la vérité sur la guerre, et qui pour cette raison se vendaient toujours très bien), en butte à la répression (des camarades étaient condamnés à des peines de prison fermes pour le seul délit d'opinion), pendant que la Suisse officielle travaillait sans scrupules pour le III^{ème} Reich.

Mais la situation change à partir de la bataille de Stalingrad. La bourgeoisie suisse commence à comprendre qu'elle a fait un mauvais pari en misant sur l'Allemagne. Les procès politiques s'enlisent peu à peu, et la répression se fait plus discrète. Néanmoins, les interdictions anti-communistes étaient toujours en vigueur. En 1943, la Liste du Travail, ne comptant que des candidats non frappés d'inéligibilité, obtint la première place aux élections municipales en Ville de Genève. Après la création du POP vaudois, puis du PO genevois, d'autres partis cantonaux sont fondés les uns après les autres.



En août 1944, est autorisée la publication de la Voix ouvrière, ancêtre Voix Populaire, magazine romand de notre Parti, dans lequel est imprimée une version abrégée du présent article. Le PO doit avoir au début une double direction : une officielle, composée de camarades nouveaux, épargnés par les interdictions, et qui est obligée de se réunir sous la surveillance de la police politique ; et une autre, composée de cadres issus des anciens PS et PC.

S'il fut désigné président du nouveau PO parce qu'il n'était pas touché par les interdictions, il convient de dire que le camarade Gorgerat (1900-1990) était tout sauf un simple prête-nom. Ce facteur, qui fut mis « au provisoire » (c'est-à-dire privé de possibilité d'avancement), sans toutefois être licencié, suite aux nouvelles mesures de répression anticommunistes qui firent place aux interdictions pures et simples, sera élu dans le premier Comité directeur du PST-POP, puis siégea au Comité central ; il fut conseiller municipal en Ville de Genève de 1943 à 1959 (et président du Conseil municipal en 1945-1946) ; député au Grand conseil de 1945 à 1969. Après sa retraite, il milita activement à l'AVIVO, et en fut le président au niveau genevois et suisse.

Des débuts triomphants

En 1944, à la fondation du PST-POP, le PO devient sa section cantonale genevoise et prend le nom de Parti du Travail (PdT). Le PdT était composé de militants de l'ancien PC, de ceux issus du PS, plus nombreux, ainsi que nombre de membres qui s'engageaient dans un parti politique pour la première fois. Le choix d'un nom autre que « parti communiste » reflétait toutefois plus les origines du nouveau parti que sa nature. Il n'est pas exact en tout cas de dire que le PST-POP était à sa fondation un « parti de rassemblement populaire » et non un parti communiste, qu'il voulait être ce large parti de rassemblement populaire, et que

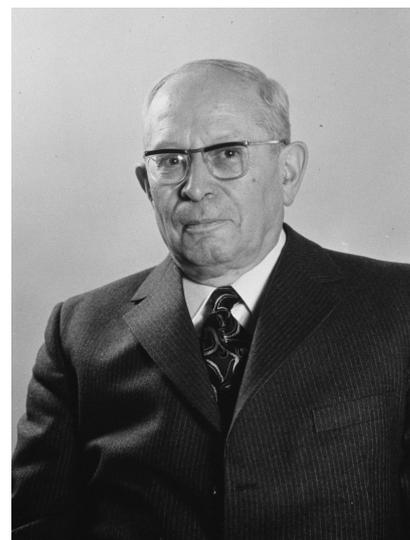
c'est malgré sa volonté initiale qu'il a fini par devenir un parti communiste lorsque les circonstances lui devinrent hostiles.

Jean Vincent (1906-1989), figure centrale du PCS, puis du PST-POP et de sa section genevoise, dirigeant national du Parti, député, conseiller national, orateur de talent, intellectuel d'une immense culture, théoricien marxiste profond, explique les raisons du choix de ce nom dans son livre de souvenirs, *Raisons de vivre* :

« Donc cette union se fit, se scella. Il fallait baptiser le nouveau parti. S'il fut nommé Parti du Travail et non Parti communiste, ce ne fut ni par crainte (on vient de voir qu'elle était assez peu commune) ni par calcul, ni par une manière de ruse politique (qui eût été parfaitement inutile), mais parce que, réellement, il était composé de communiste et de socialistes et que, la plupart du temps, les seconds étaient beaucoup plus nombreux que les premiers ».

Le PdT n'aurait pas pu s'appeler « Parti communiste », car il n'était pas le continuateur direct du PCS d'avant-guerre, ni n'était à proprement parler un parti communiste au sens strict que ce terme avait pour désigner les sections de la III^{ème} Internationale (la volonté de ses fondateurs était de créer un parti moins rigide et plus large, plus ouvert). Mais en un sens à peine plus large, le PdT était indiscutablement un parti communiste, ce qu'il n'a jamais cessé d'être. La base idéologique marxiste du PST-POP ; sa solidarité avec les pays socialistes et le mouvement communiste international ; sa perspective de classe, sa vocation de bâtir le socialisme en Suisse ; tous ces éléments se sont très vite affirmés dans sa pratique comme dans ses publications. Et lorsque le PST-POP se dota d'un programme politique en 1959, celui-ci se fondait explicitement le marxisme-léninisme.

En 1945, les interdictions sont levées, et le PdT peut se présenter aux élections cantonales, sans



aucune restriction quant à ses candidats. Il réalisera 36% des voix, un score qui fut en-deçà des attentes de Léon Nicole, qui avait surestimé la portée de l'espoir de changement dans l'immédiat après-guerre, et avait escompté une majorité absolue pour le seul PdT. Les dirigeants issus de l'ancien PCS avaient, eux, une vue plus réaliste du rapport de forces. Ce score fut le meilleur jamais réalisé par le PdT. A son apogée, le PdT compta un peu plus de 3'000 membres (contre 20'000 pour le PST-POP dans son entier).

Le grand Parti de la classe ouvrière de Genève

Malheureusement, ce climat d'optimisme d'après-guerre n'allait pas durer. Car les puissances impérialistes s'engagèrent très vite dans une politique de guerre froide contre l'URSS. Suivit un raidissement violemment anticommuniste de la bourgeoisie suisse. Dès le début des années 50, un climat de persécutions causa des dégâts considérables au PST-POP en Suisse alémanique. Dès la fin des années 40, les effectifs du PST-POP déclinent du fait de ce climat politique devenu plus hostile. Les faits les plus graves se passèrent en 1956, du fait de l'intervention de l'URSS en Hongrie pour empêcher une contre-révolution avec la restauration du capitalisme pour objectif, même si la direction du Parti et de l'État locale, avec Mathias Rakoczy à sa tête (qui devra émigrer



en URSS après les faits) était entièrement fautive. Quand bien même le PST-POP n'y était pour rien, la bourgeoisie suisse déchaîna des persécutions anticomunistes déliantes suite à ces événements. Des véritables pogroms anticomunistes eurent lieu en Suisse, qui brisèrent ou presque l'organisation de notre Parti en Suisse alémanique, et les sections cantonales y furent obligées de se replier sur elles-mêmes (quand des cadres devaient fuir en Allemagne de l'Est pour assurer leur sécurité physique, ce dont l'histoire officielle n'aime guère parler). Des événements tragiques, voulus par la bourgeoisie suisse, dont le PST-POP subit encore les conséquences.

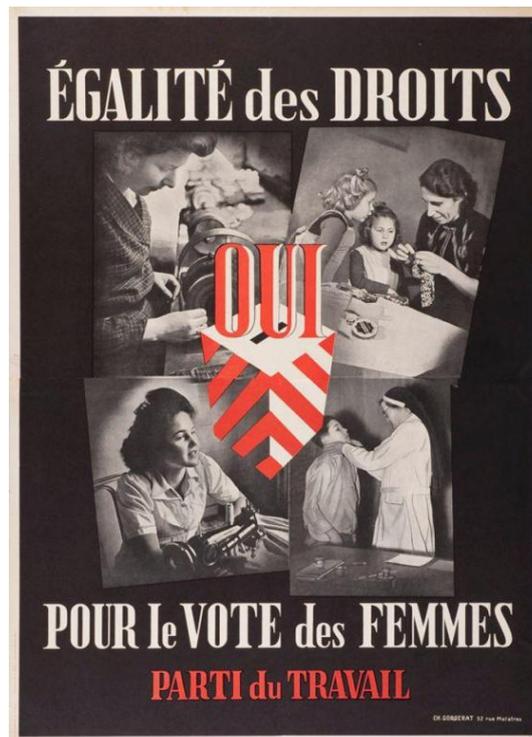
Ces méthodes furent impuissantes face au PdT, qui était devenu le grand parti de la classe ouvrière de Genève, dépassant le PS en termes d'effectifs (sans en arriver aux 3000 membres du tout début, notre Parti en comptait longtemps plus d'un millier) et de scores électoraux pour des années. En 1956, certes, des milieux réactionnaires tentèrent certes, après une action en faveur de l'opposition hongroise et d'une prière collective, de sacquer les locaux de la COOPI, l'imprimerie de notre Parti (qui existerait toujours aujourd'hui avec un peu de volonté politique dans les années 90). Mais des camarades surent la défendre, casques sur la tête et battes de baseball à la main, contre les réactionnaires déchaînés, face à une police bourgeoise volontairement passive, et qui n'a consenti à intervenir que lorsque nos camarades l'ont averti qu'il risquait d'y avoir des morts dans le camp d'en face...

Si le PdT a pu résister aux pires épreuves, c'est aussi parce que Genève était à cette époque une ville industrielle, passé dont son urbanisme présente de nombreux vestiges. Le PdT était fort de son implantation dans les usines. La section genevoise du PST-POP a longtemps compté des groupes d'entreprise, qui ont fait sa force et qui ont pu forcer la main à des

syndicats qui autrement auraient choisi la voie de la collaboration de classe plutôt que de la lutte. L'appareil syndical social-démocrate fut également impuissant à éliminer les communistes des syndicats à Genève, du fait de la force de notre Parti. Le PdT comptait des sections locales dynamiques et réparties sur pratiquement tout le canton, avec une base dévouée et disciplinée, ce qui garantissait son ancrage sur le terrain. Ce qui permettait également de réaliser des scores électoraux longtemps élevés. Avec des élu-e-s combatifs et engagés pour le progrès social à la clé. Parmi les succès électoraux passés du PdT, il convient de citer l'accession de Roger Dafflon au Conseil administratif de la Ville Genève en 1970, et que ses collègues rechi-gnèrent, au mépris des usages, à laisser devenir maire de Genève pendant des années. Un maire communiste à Genève, c'était en effet un événement.

Notre Parti s'était engagé dans de nombreuses luttes, contre la réaction, et pour le progrès social. Des luttes qui parfois furent directement victorieuses, et même lorsqu'elles ne le furent pas, forcèrent souvent les autorités à aller un peu dans le sens des propositions du PdT. L'AVS, les congés payés, et tant d'autres réalisations sociales n'existeraient pas sans l'action de notre Parti. Que le canton de Genève soit toujours aujourd'hui moins réactionnaire que d'autres est une trace de l'action passée du PdT.

Le PdT c'était aussi un intense travail social : les permanences de remplissage des déclarations d'impôt, qui est un service précieux rendu à la population pour un tarif modique, et qui permettait également de conseiller les personnes sur nombre de problèmes sociaux, et qui est un activité que le Parti



Initiative lancée par le PdT en 1946, malheureusement, l'électorat vota majoritairement non cette fois-ci

peut être fier d'avoir réussi à maintenir jusqu'à présent ; ainsi qu'un service social, une aide administrative face à un appareil d'État qui n'aide pas les personnes à faire valoir leurs droits, bien au contraire. Parmi les grands succès au niveau social de notre Parti, il convient ici de citer la création de l'AVIVO, une association qui continue de jouer un rôle indispensable. Le PdT c'était aussi des grandes fêtes populaires, la célèbre Kermesse surtout, à une tout autre ampleur que ce qu'il peut se permettre maintenant. Ce, parmi de nombreuses autres activités.

Vers des temps plus difficiles

Manifestement, le PdT n'est plus aujourd'hui le grand parti de la classe ouvrière du canton de Genève qu'il fut autrefois. Ce déclin fut progressif, et, bien que les causes en étaient connues, le Parti ne put en empêcher les conséquences d'advenir. C'est d'abord un changement de la structure sociale du canton de Genève qui allait provoquer l'affaiblissement du PdT. Après la fermeture des usines dans les



années 70 (délocalisées en Suisse alémanique) et la tertiarisation progressive de l'économie, ce ne fut plus pareil. Dans les bureaux, la dynamique était autre, et le PdT ne réussit pas à s'y implanter. De ce fait, le renouvellement de la base du Parti devint plus difficile, et ses effectifs devinrent vieillissants et s'étiolèrent lentement.

Les vicissitudes du mouvement communiste international, la contre-révolution en URSS et dans la plupart des pays anciennement socialistes, la grande régression néolibérale, furent autant de coups durs pour le PdT. Le PST-POP était mis en difficulté par ce vent mauvais. Le fait de maintenir un lien proche avec le PCUS jusqu'au bout, jusqu'à sa disparition, et de se laisser influencer par sa dérive du temps de la Perestroïka n'aida pas non plus. Le PST-POP renonça au marxisme-léninisme en 1982, puis au centralisme démocratique en 1990, et adopta en 1991 un programme politique (théoriquement toujours en vigueur, même si plus personne ne s'y réfère plus), qui était plus une réaction de traumatisme face à la contre-révolution qui balayait le système des États socialistes qu'un programme politique révolutionnaire. Notre Parti entamait de ce fait le tournant des années 90 dans de mauvaises conditions, doutant de lui-même et de son projet politique. Les propositions de dissolution de notre Parti dans un vague machin unifié de la gauche radicale furent ainsi régulièrement prônées par certains de ses membres, jusqu'à la fin des années 2000, même si, heureusement, elles furent toujours refusées, et ne seraient plus envisageables aujourd'hui.

En 1989, le PdT frôla le quorum de 7% par le haut, mais c'était de justesse. Continuer à se présenter seul aux élections devenait risqué. C'est pourquoy, en 1993, le PdT conclut une coalition électorale, avec solidaritéS et des indépendants, sous le nom d'Alliance de

Gauche. Un choix qui s'avéra payant d'abord : la liste commune remporta 21% des suffrages aux élections cantonales. Mais, à terme, cette politique des alliances conduisit à un certain effacement du Parti au profit de l'entité qu'est devenue la coalition, et à sa focalisation sur le parlementarisme, ce qui amplifia ses difficultés et son affaiblissement progressif. Et cette coalition, ou plutôt les coalitions successives, devint vite un piège mortel, du fait des méthodes détestables de certains individus, dont nous ne parlerons pas ici, car ils ne valent pas la peine d'être cités dans cet article. Toujours est-il que le PdT aborda le tournant du troisième millénaire dans un état de grave affaiblissement, vivant même une crise aiguë en 2009, par la faute d'éléments nuisibles qui avaient pu s'y infiltrer, et qui faillit presque lui être fatale.

Un Parti qui représente l'avenir malgré tout

Néanmoins, le PdT est toujours debout après cette période difficile, et a entamé un patient travail de reconstruction après cette crise. Ce en restant fidèle à ses racines, à ce qu'il a toujours été, en s'inspirant, dans des conditions nouvelles, de ce qu'il avait été naguère. Ce travail de reconstruction de l'organisation du Parti, de clarification idéologique, ne fut pas toujours facile, mais il finit par payer. Aujourd'hui le PdT est renforcé, ses rangs ont été rajeunis, la fondation des Jeunes POP Genève lui a donné un nouveau souffle, et il peut envisager l'avenir avec optimisme et détermination (cf. le communiqué sur le dernier Congrès cantonal en page 2). La perte – certainement provisoire – de tous ses mandats électoraux constitue une difficulté supplémentaire, elle signifie aussi la fin d'un cycle, la rupture avec une équipe de personnages peu recommandables qui monopolisaient les sièges parlementaires de la coalition Ensemble à Gauche, et dont

les manigances avaient fini par faire perdre tout son sens à cette présence au parlement. La rupture avec ces individus constitue au fond une opportunité, la possibilité de repartir sur des bases saines.

Beaucoup de choses ont changé en 80 ans. A certains égards, nous vivons dans un monde très différent de celui de 1943. Mais les raisons qui ont amené à la fondation de notre Parti restent inchangées aujourd'hui, et l'espérance qui animait ses fondateurs, leur combat, même s'il n'a pas pu triompher alors, restent toujours les nôtres aujourd'hui. C'est en restant fidèle à ce qu'il fut autrefois, en demeurant ferme sur ses principes, fidèle à sa tradition, à l'idéologie révolutionnaire qu'est le marxisme-léninisme, tout en sachant être souple et ouvert aux réalités nouvelles que notre Parti peut jouer son rôle historique. Car, aujourd'hui que le capitalisme conduit à toute vitesse l'humanité vers l'abîme, son remplacement pour une nouvelle société socialiste, qui pourra enfin réaliser la justice sociale dans le respect des équilibres naturels, est plus indispensable et urgent que jamais.

Alexander Eniline

Version amplifiée de l'article paru dans le n° 16 de *Voix populaire*, le magazine en langue française de notre Parti, successeur de la *Voix ouvrière*, fondée en 1944

Pour en savoir plus :

- ↪ André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse, Du XIX^e siècle à 1943*, Tome I, Éditions Slatkine, Genève, 1997
- ↪ André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse, De 1944 à 1991*, Tome II, Éditions Slatkine, Genève, 2000
- ↪ Jean Vincent, *Raisons de vivre*, Éditions de l'Aire, Lausanne, 1985



Émeutes en France : le PST-POP exprime sa solidarité avec la juste colère de la jeunesse des quartiers populaires, et condamne les violences policières

L'assassinat à bout portant de Nahel, un jeune de 17 ans, lors d'un contrôle routier, pour simple refus d'obtempérer, par un policier à Nanterre le 27 juin a conduit à une explosion de colère et des émeutes sans précédent, d'une toute autre échelle même que celles de 2005. Le policier meurtrier a été arrêté et fait l'objet d'une inculpation pour homicide volontaire uniquement parce qu'une vidéo, accablante, a été diffusée sur les réseaux sociaux, ce qui a provoqué une indignation pleinement justifiée dans l'opinion publique. Au départ, la police avait fabriqué une version mensongère des faits. Sans la pression de l'opinion publique et le déclenchement des émeutes, l'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale, cette spécificité française où c'est la police qui enquête sur elle-même, et blanchit systématiquement les collègues, même devant des faits accablants) aurait classé l'affaire, le faux dans les titres serait resté sans conséquences et l'impunité aurait prévalu comme d'habitude.

Le gouvernement français a réagi avec une répression d'une brutalité extrême : déploiement policier colossal, utilisation de blindés et d'une batterie délirante de matériel de répression, tirs de LBD 40 à bout portant, méthodes d'interpellation choquantes et qui pourraient faire de nouveaux morts, instauration de couvre-feux et arrêt des transports publics à 21h00... Ce dans le refus total de trouver une solution politique et sociale. Emmanuel Macron a même osé accuser la responsabilité des parents, les réseaux sociaux et les jeux vidéo... comme si la jeunesse des quartiers populaires n'avait pas de vraies raisons de se révolter. Pendant ce temps, deux syndicats de la police, Alliance Police nationale et UNSA Police, ont publié un communiqué de presse ouvertement factieux, usant d'un langage fasciste sans fards, qualifiant la jeunesse



révoltée de « nuisibles », parlant de « guerre » et adressant au gouvernement une menace à peine voilée de coup d'État d'extrême-droite.

Le PST-POP exprime toute sa solidarité avec la colère de la jeunesse des quartiers populaires en France, parce qu'elle est pleinement justifiée. Depuis trop d'années les jeunes des banlieues sont traités par la police comme un ennemi intérieur, harcelés par des contrôles d'identité à répétition selon le seul critère du délit de faciès, traités avec une brutalité inqualifiable. Depuis trop d'années les conditions de vie de la population se dégradent, le chômage des jeunes explose, les revenus ne suffisent plus pour vivre, les services publics sont dans un triste état, la vie devient sans perspectives ; dans les quartiers populaires plus qu'ailleurs. A chaque gouvernement successif, la V^{ème} République prend un tournant de plus en plus autoritaire, la police est incitée à agir d'une façon toujours plus répressive et discrétionnaire. En 2017, sous la présidence du « socialiste » François Hollande, l'Assemblée nationale adoptait une loi permettant à la police de tirer sur

la base de critères pratiquement arbitraires, instituant de fait un permis de tuer, qui fait que les tirs mortels pour refus d'obtempérer deviennent une triste normalité en France. Et les gouvernements successifs, qui font passer leurs contre-réformes néolibérales par 49.3 au mépris de toute forme de séparation de pouvoir, les imposent ensuite par une violence policière digne d'un régime autoritaire. La V^{ème} République peut difficilement encore être considérée comme un État de droit, ni comme une démocratie véritable, fût-ce bourgeoise. Dans ces circonstances, l'émeute est devenue le langage de celles et ceux qui autrement n'arrivent pas à se faire entendre.

Même le Haut-Commissariat aux droits humains de l'ONU a exprimé son inquiétude face aux violences policières disproportionnées et au racisme systémique présent dans la police française suite au meurtre de Nahel. Le gouvernement français lui a opposé une fin de non-recevoir.



La condamnation du policier responsable du décès de Nahel ne signifierait pourtant pas que justice aurait été rendue. En pratique, cela reviendrait à faire sauter un fusible, pour ne rien changer sur le fond aux pratiques policières. Il faudrait à minima rétablir l'État de droit, abolir le permis de tuer pour la police, remplacer l'IGPN par une instance indépendante et mettre fin à l'impunité policière ; ainsi que revenir sur toutes les contre-réformes néolibérales pour rendre les conditions de vie de toutes et tous supportables.

Des réformes ne suffiront pas toutefois. Elles pourraient certes mettre fin aux abus les plus flagrants et les plus insupportables. Mais la police et la justice bourgeoise ne pourront cesser d'être ce

qu'elles sont essentiellement : non pas un garant des droits de toutes et tous, ni même du respect des lois, mais le bras armé de l'État bourgeois, dont la raison d'être est la préservation de l'ordre établi, dans l'intérêt de la classe dominante ; ce par des moyens légaux, ou même moins légaux lorsque la défense de l'ordre dominant le justifie. Il s'agira d'un appareil répressif, et oppressif pour celles et ceux qui combattent cet ordre injuste. Cet appareil ne cessera d'être tel tant que cet ordre même n'aura pas été aboli, et remplacé par un autre, au service de l'immense majorité.

Des émeutes non plus, sans objectif stratégique ni sans organisation, ne suffiront pas à obtenir un réel changement. Elles ne pourront ni

renverser le régime en place, ni même le contraindre à reculer, à faire des concessions plus que symboliques. Seul un changement de l'organisation sociale existante peut répondre réellement aux justes aspirations de la jeunesse des quartiers populaires qui aujourd'hui se révolte. Ce qui exige une organisation révolutionnaire, ayant un changement de société pour but, et une stratégie pour y parvenir. Nous souhaitons à notre parti frère, le PCF, et à son organisation de jeunesse, le MJCF, d'être à la hauteur de cette tâche historique.

PST-POP
Le 03.07.23

Comité international pour les droits fondamentaux

1- En Amérique Latine la prise de conscience politique des peuples a contribué à ce que des secteurs progressistes et de gauche gagnent les élections présidentielles. En raison de ces triomphes, la « Cour Arrière » appelée ainsi par les USA est en train de se restreindre et l'influence politique de ceux-ci perd sa force.

2- Les persécutions juridiques des leaders politiques de la part de l'extrême-droite néolibérale dans chacun de nos pays, s'implémente d'avantage, ce qui fait croître les menaces sur les nouveaux présidents en majorité progressistes. Comme dans le cas présent au Pérou, où le parlement représentant les intérêts de l'extrême droite, appuyés par les forces armées nationales et les Yankees, a provoqué le 07 décembre 2022 un coup d'état contre le président **Pedro Castillo T.**, élu par votation populaire, qui est actuellement retenu en prison à Lima-Pérou.

3- Les sociétés Latino-Américaines vivent à l'heure actuelle une crise généralisée, ceci en conséquence des décennies de néolibéralisme raté, qui a détruit l'industrie nationale naissante, plongeant l'immense majorité dans une extrême pauvreté, le chômage, l'informalité et la perte de pratiquement tous les droits fondamentaux.

4- La somme de toute cette injustice historique a amené à un soulèvement du peuple péruvien pour lutter en faveur d'une démocratisation de la société, dont l'essentiel est d'établir une Assemblée Constituante Populaire, pour rédiger une nouvelle constitution. Le gouvernement illégitime de Dina Boluarte a répondu par des massacres, des persécutions politiques, des disparitions et des emprisonnements arbitraires.

5- Comme nous pouvons le constater, l'Amérique Latine est une unité. Nous avons une histoire similaire,



un problème similaire et une langue identique ou semblable qui nous unifient. La conjoncture actuelle nous demande de nous unir pour lutter et faire sentir notre présence comme une seule force, un seul poing.



Le comité de l'initiative populaire cantonale vaudoise pour des transports publics gratuits fait recours à la cour constitutionnelle contre l'invalidation décidée par le Conseil d'État

Le comité de l'initiative populaire cantonale vaudoise pour des transports publics gratuits vient de déposer un recours contre l'invalidation de son projet décidée par le Conseil d'État en date du 3 juillet 2023. Le comité estime en effet que cette décision viole la garantie des droits politiques ainsi que la Loi vaudoise sur l'exercice des droits politiques qui prévoit que la validation d'une initiative populaire cantonale intervient avant le début de la récolte de signatures. Selon le comité, le Conseil d'État a outrepassé sa compétence en revenant sur la validation

de l'initiative décidée en 2021 et met ainsi à mal la sécurité juridique. Sur le plan politique, à l'heure où l'urgence climatique impose un transfert des transports individuels motorisés vers les transports publics et où l'inflation pèse sur le budget des ménages, enterrer cette initiative serait un très mauvais signal. Si le Conseil d'État estime qu'une gratuité complète des transports publics n'est pas possible suite à l'arrêt du Tribunal fédéral rendu concernant une initiative populaire au contenu proche déposée dans le canton de Fribourg, un

contre-projet proposant une réduction très substantielle des tarifs reste une option. Plusieurs pays européens se sont d'ailleurs engagés dans cette voie, de l'Allemagne à l'Espagne en passant par le Luxembourg. Il en va non seulement de la défense du climat mais également du respect des droits démocratiques des plus de 17'000 citoyen·nes qui ont signé notre initiative cantonale.

Pour le comité d'initiative :
Hadrien Buclin
Luca Schalbetter

Toutes et tous à la grève féministe – le PST-POP soutient la mobilisation

Le PST-POP appelle à se mobiliser pour la grève féministe du 14 juin 2023 afin de lutter pour de meilleures conditions de travail et une vie décente.

Le **14 juin 2023**, les femmes de toute la Suisse descendront à nouveau dans la rue pour revendiquer leurs droits. La grève historique de 2019, faisant écho à celle de 1991, a mis le doigt sur le paradoxe entre l'égalité formelle inscrite dans notre Constitution et les conditions réelles d'existence des femmes dues au patriarcat et au capitalisme. Sans mesures structurelles, sans **lutte organisée contre le sexisme, les violences et les stéréotypes idéologiques**, il ne s'agit que d'une proposition, au mieux, d'une promesse.

Aujourd'hui en Suisse, ce sont les femmes qui ont la charge principale non seulement des enfants, mais également de l'ensemble des tâches domestiques. Les revenus plus bas et la (les) discrimination(s) à l'embauche en sont les principaux facteurs. Or, le travail domestique est un travail de reproduction de la force de travail, qui devrait être reconnu comme tel.

La pauvreté des femmes retraitées est réelle. Elle est la conséquence directe du mode de production

capitaliste qui exploite et aliène toute la classe travailleuse. Pour rappel, l'implémentation de la réforme AVS 21 fait perdre aux travailleuses 1'200.- de rente par année ; mais ce n'est pas tout : la contre-réforme LPP-21 est en cours. Le cœur du projet consiste en la baisse du taux de conversion minimale de 6,8% à 6% dans la partie obligatoire de la prévoyance professionnelle (le taux de conversion dans la partie surobligatoire étant d'ores et déjà plus bas que 6%), ce qui aboutirait mécaniquement à une baisse des rentes et ne passerait pas en votation populaire. Pour cette raison, en particulier en cette période où l'inflation touche la classe ouvrière et plus particulièrement les ouvrières, **le PST-POP soutient les revendications du collectif de la Grève féministe et continue de revendiquer :**

1. L'égalité salariale, qui inclut le droit à une retraite et le partage des tâches domestiques, éducatives et de soins
2. Une semaine de 35 heures – sans diminution de salaire
3. La baisse de l'âge de la retraite
4. La mise en œuvre systématique de la Convention internationale d'Istanbul, qui définit et reconnaît la violence envers les



femmes comme une violation des droits humains.

5. Campagne de prévention et politique de protection contre toute forme de violence sexiste et structurelle patriarcale
6. Le droit de chaque être humain à disposer de son corps, qui garantit notamment l'accès à la contraception ainsi que l'interruption de grossesse
7. La suppression de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits menstruels, qui ne sont pas considérés aujourd'hui comme des biens de première nécessité.

Et nous n'aurons de cesse jusqu'à ce que toutes les inégalités de genre soient un vestige du passé capitaliste !



Fermeture de la polyclinique de Couvet: un très mauvais signal

Le Parti ouvrier et Populaire neuchâtelois (PoP) critique vivement la décision de RhNE de fermer la polyclinique de Couvet de 20h à 8h durant l'été. RhNE invoque le manque de personnel soignant. Cet argument rend encore plus incompréhensible le refus de la droite d'adapter les salaires au renchérissement du personnel de santé de manière rétroactive au 1er janvier 2023. La fermeture nocturne de la polyclinique de Couvet est un très mauvais signal en termes de service public, notamment pour les plus défavorisés.

Le service public se rétrécit graduellement, mais sûrement, dans le cadre d'une politique où l'intérêt pour le bien-être et le bien-vivre de la population passe gentiment en queue de classement des priorités de nos autorités pour être remplacés par les dieux gestion, rendement, bénéfices et économicité.

« Il n'y a pas d'argent dans les caisses », est le croque-mitaine que l'on nous sert à toutes les sauces et dans tous les comptes. Curieusement, il y a toujours de l'argent pour lisser les routes et meubler les bureaux des spécialistes, alors que la santé devient une denrée de luxe à laquelle tous et toutes ne peuvent plus accéder de façon équitable (sinon égalitaire).

« Aujourd'hui notre Réseau hospitalier nous présente encore un bel exemple de son désintérêt pour les habitante-e-s de notre région. Dès le 1^{er} juillet, les habitant-e-s de Val-de-Travers auront intérêt à ne pas tomber malades ni faire d'accident entre 20h et 8h, car le service des urgences – qui n'était déjà ni efficace, ni facile à utiliser – sera tout simplement fermé. Cette fermeture prêterait davantage les plus défavorisé-e-s : celles et ceux qui, par exemple, ne possèdent pas de voiture », critique Philippe Vaucher,



président de la section PoP du Val-de-Travers.

RhNE justifie cette décision par une importante pénurie de personnel soignant et se dit donc contraint de concentrer ses ressources. « Au Grand Conseil, la droite a refusé d'indexer les salaires du personnel soignant rétroactivement au 1er janvier 2023. Ce genre de décisions ne va pas améliorer l'attractivité des métiers de la santé », déplore Adriana Ioset, députée PoP de Fleurier.

La communication de RhNE tombe curieusement juste après l'annonce de sa collaboration future avec une clinique privée présente à Val-de-Travers. « S'agit-il d'un premier pas vers le démantèlement total de la polyclinique de Couvet, dernier vestige de ce qui fut un hôpital et une maternité? Serait-ce le début d'une série de communiqués nous disant que tout compte fait la permanence privée suffit largement à notre population? Nous le craignons fortement ! », signale Jean-Noël Bovard, conseiller général POP à Val-de-Travers.

« D'un point de vue de l'attractivité des professions de la santé, ce rapprochement avec ce prestataire privé suscite également des inquiétudes dans la mesure où la CCT de la santé n'y est pas appliquée »,

remarque Julien Gressot, président du PoP neuchâtelois.

Le PoP neuchâtelois rappelle qu'il est fermement opposé à la privatisation graduelle des soins de santé. Il n'est pas question de glisser vers une médecine à l'étasunienne, à prestations variables, dépendant du pouvoir d'achat des malades. « C'est la qualité de vie des habitantes et habitants du Val-de-Travers, soit plus de 11 600 personnes, qui est en jeu. Ils et elles méritent d'être traité-e-s sur un pied d'égalité avec toute la population de notre canton, conclut Adriana Ioset. Nous allons nous battre contre la destruction progressive des acquis sociaux si durement obtenus durant plus d'un siècle! »

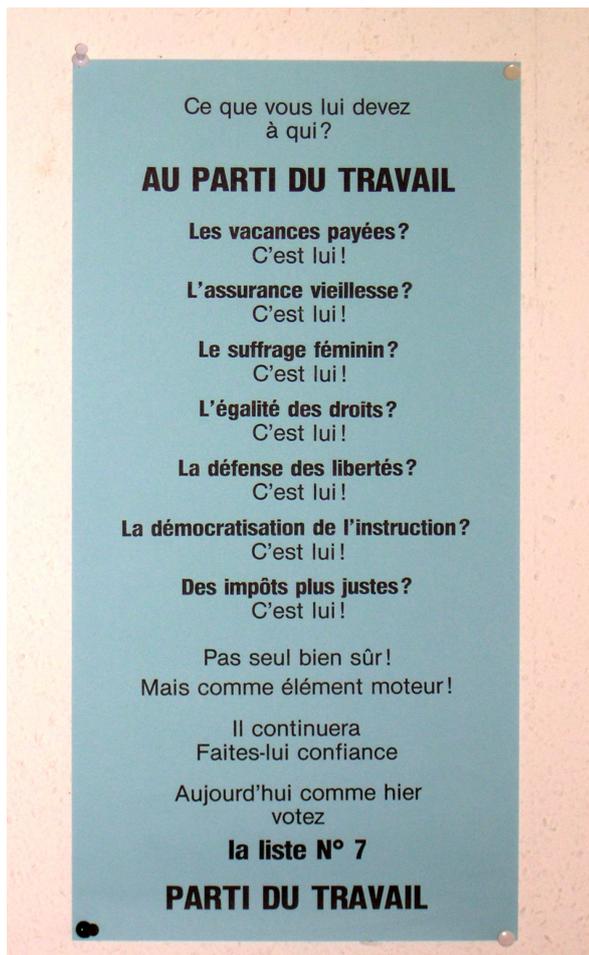
Pour plus de renseignements :

Philippe Vaucher, président de la section Pop du Val-de-Travers

Adriana Ioset, députée PoP du Val-de-Travers

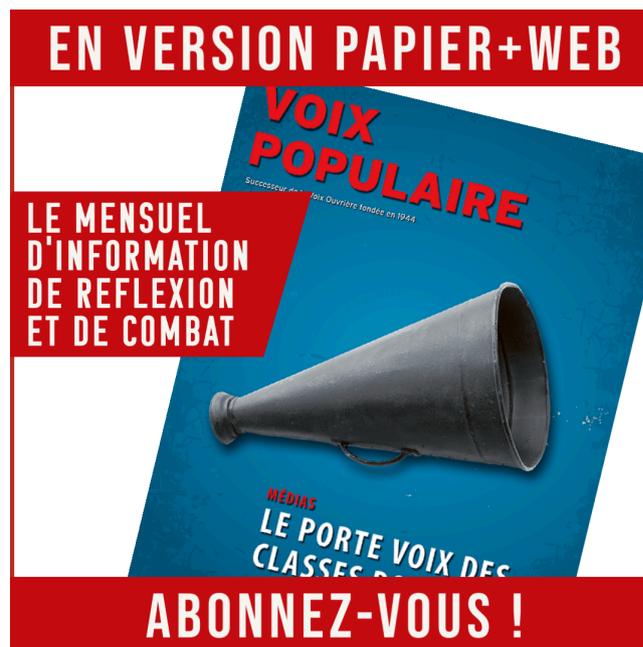
Jean-Noël Bovard, conseiller général PoP de Val-de-Travers

Julien Gressot, président du POP neuchâtelois



Visuel ancien, rappel utile

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Paraît 10 fois par an
Rédaction, administration
 25 Rue du Vieux-Billard
 Case Postale 16
 1211 Genève 8
pd-t-ge@bluewin.ch
www.pdt-ge.org
 022 321 79 58
 Iban : CH07 0900 0000 1200 8747 5
 mention : encre rouge
Éditeur responsable :
 Alexander ENILINE
Maquette :
 Alexander ENILINE
Délai de remise des textes :
 25 août 2023
Tarif abonnements :
 1 an : 20,-
 Soutien : 40,-
 Donateur : 60 :-



www.voixpopulaire.ch

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8